

LES DISPARITÉS D'ALPHABÉTISATION ET DE SCOLARISATION EN TURQUIE

ALI ARAYICI

Résumé – La lutte contre l'analphabétisme a constitué un problème de première importance en Turquie comme dans beaucoup d'autres pays. En Turquie, la démocratisation et la laïcisation de l'enseignement se font difficilement. Malgré la mobilisation pour l'alphabétisation et la scolarisation de ces dernières années, le pays présente encore aujourd'hui certaines formes d'inégalité, de très importantes disparités entre les femmes et les hommes, entre les villes et les campagnes et plus encore entre les différentes régions. L'inégal développement socio-économique, culturel et éducatif qui ne correspond pas aux revendications du pays, les attaches aux traditions culturelles sont autant d'éléments qui influent sur ces inégalités. Parallèlement, la Turquie est confrontée au douloureux problème de l'enseignement des minorités linguistiques (surtout des Kurdes), puisqu'elles ne sont pas officiellement reconnues, la politique culturelle de la Turquie visant à leur assimilation. C'est ainsi que la langue kurde a été interdite dans les années vingt, de même que toutes les langues autres que le turc, langue nationale officielle.

Abstract – The struggle against illiteracy is a problem of great importance in Turkey as in many other countries. In Turkey the democratisation and secularisation of education have been a difficult process. Despite strong educational efforts in recent years, the country still presents various forms of inequality, such as considerable disparities between women and men, between town and country and between different regions. Unequal socio-economic, cultural and educational development, and attachment to cultural traditions are some of the factors that influence these inequalities. At the same time, Turkey is confronted by the sore problem of the education of linguistic minorities (especially the Kurds), who are not officially recognised as the cultural policy of Turkey aims to assimilate them. Thus, in the 1920s the Kurdish language was forbidden along with all languages other than Turkish, the official national language.

Zusammenfassung – Der Kampf gegen den Analphabetismus ist in der Türkei wie in vielen anderen Ländern ein Problem von großer Bedeutung. In der Türkei haben sich die Demokratisierung und Säkularisierung als ein schwieriger Prozeß erwiesen. Trotz der großen pädagogischen Bemühungen der letzten Jahre, gibt es in diesem Land noch immer mehrere Formen der Ungleichheit, wie die erheblichen Unterschiede zwischen Mann und Frau, zwischen Stadt und Land und zwischen den unterschiedlichen Gegenden. Ungleiche sozio-ökonomische, kulturelle und pädagogische Entwicklungen, und Verbindungen zu kulturellen Traditionen sind einige der Faktoren, die diese Ungleichheiten beeinflussen. Zur gleichen Zeit ist die Türkei mit dem heiklen Problem des Bildungsstands der sprachlichen Minderheiten konfrontiert, besonders der Kurden, die nicht offiziell anerkannt sind da die Kulturpolitik der Türkei darauf abzielt, sie zu assimilieren. Folglich wurde die kurdische Sprache in den 20er Jahren verboten, ebenso wie alle anderen Sprachen außer Türkisch, der offiziellen Landessprache.

Resumen – La lucha contra el analfabetismo es un problema de gran importancia en



International Review of Education – Internationale Zeitschrift für Erziehungswissenschaft
– *Revue Internationale de l'Éducation* **46**(1/2): 117–146, 2000.
© 2000 Kluwer Academic Publishers. Printed in the Netherlands.

Turquía, al igual que en muchos otros países del mundo. En Turquía, la democratización y secularización de la educación han sido procesos difíciles. Pese a grandes esfuerzos educacionales realizados en los últimos años, la nación aún presenta diversas formas de desigualdad, tales como considerables disparidades entre varones y mujeres, entre las ciudades y el campo y entre diferentes regiones. El desarrollo socio-económico, cultural y educacional desigual y el apego a las tradiciones culturales son algunos de los factores que influyen estas desigualdades. Además, Turquía se ve confrontada con el doloroso problema de la educación de las minorías lingüísticas (en particular, los kurdos), que no cuentan con reconocimiento oficial, ya que la política cultural de Turquía se ha propuesto asimilarlos. Así es como en los años veinte la lengua kurda ha sido prohibida junto con todas las lenguas distintas a la turca, que es la lengua nacional oficial.

Резюме - Борьба с неграмотностью - очень большая проблема в Турции, как и в других странах. В Турции демократизация и секуляризация образования является трудным процессом. Несмотря на большие усилия в области образования в последние годы в этой стране все еще существуют различные формы неравенства, такие как значительное неравенство между мужчинами и женщинами, между городом и деревней и между различными регионами. Неравномерное социо-экономическое развитие, развитие культуры и образования и привязанность к культурным традициям являются одними из факторов, влияющих на это неравенство. В то же время Турция сталкивается с большой проблемой лингвистических меньшинств в области образования (в частности курдов), которые не признаются официально, так как культурная политика Турции направлена на их ассимиляцию. Так, в 1920-е годы курдский язык был запрещен наряду со всеми другими языками кроме турецкого - официального национального языка.

*‘Après le pain, l’éducation est le premier besoin d’un peuple.’**

Danton

Aujourd’hui, la Turquie se trouve confrontée à d’insurmontables difficultés à tous les stades: l’alphabétisation et l’éducation des adultes constituent une tâche épineuse, les disparités de l’alphabétisation et de scolarisation entre les sexes, les régions et entre villes et campagnes, l’inégal développement socio-économique, culturel et éducatif, les problèmes de l’enseignement sont des

points problématiques à tous les niveaux, dans le primaire, le secondaire et le supérieur; l'accroissement des exigences scolaires devant l'augmentation de la population; le nombre déficient d'enseignants; la vétusté sinon l'inexistence des établissements scolaires; la formation des enseignants; la montée de l'intégrisme; le problème de l'enseignement des minorités (surtout des kurdes) et le manque de matériel et fournitures sont autant d'obstacles au bon fonctionnement du système éducatif turc.

A cela s'ajoutent des problèmes liés à la privatisation des écoles, qui écarte du système éducatif une grande majorité de jeunes dont les familles ne peuvent consacrer un grand budget à l'éducation de leurs enfants. Ainsi existe-t-il, malgré une égalité des chances devant la loi dans la Constitution de Turquie, une inégalité de fait, le système éducatif ne répondant malheureusement qu'aux intérêts d'une minorité d'enfants issus des familles les plus riches. On ne peut nier toutefois, dans l'analyse des diverses causes de l'analphabétisme rural, que les régions où l'analphabétisme est le plus développé sont celles où la population kurde (surtout dans les régions Est et Sud-Est) représente un fort pourcentage (Arayıcı 1997).

La 'démocratisation' de l'éducation est un facteur très important pour un pays comme la Turquie, en voie de développement économique. Le pouvoir kémaliste attribuait à l'enseignement une double finalité: d'une part, il devait aider à la création d'un état laïc, moderne et démocratique, d'autre part, il devait permettre l'émergence d'une conscience commune parmi les nouveaux citoyens (Arayıcı 1987). La doctrine éducative des kémalistes est ainsi résumée par Mustafa Necati (ministre de l'Education nationale à l'époque) en 1927: 'Il faut que tout citoyen puisse profiter d'une éducation nationale, laïque, moderne et démocratique'. En 1924, Mustafa Kemal précisait que 'le maître de ce pays et l'élément essentiel de notre société est le paysan. C'est ce paysan qui, jusqu'à aujourd'hui, a été privé de la lumière de l'instruction. Par conséquent, la base de la politique d'éducation que nous suivrons est avant tout de détruire l'ignorance actuelle'. Et il ajoute: 'Vous ne voulez pas d'écoles, or la nation en veut. Laissez donc désormais ce malheureux peuple; que les enfants de ce peuple soient éduqués; les médrésés ne seront pas réouvertes, la nation a besoin d'école' (Atatürk 1924).

Mais, entre-temps, les éléments modernes, qui étaient pour ainsi dire 'parvenus', se trouvèrent moins enclins à s'enthousiasmer pour l'idéologie éducative et sociale du kémalisme qui, à leurs yeux, ne répondait pas aux problèmes de la demande – du moins au niveau qu'ils avaient atteint. Le développement culturel d'un pays pouvant être évalué d'après le taux d'alphabétisation de la population de plus de 5 ans, on se proposait désormais de résoudre le problème de l'éducation du peuple et cela sur deux fronts: éducation des enfants et éducation des adultes. Aussi, orienterons-nous le développement de cette première partie dans ces deux directions. Grâce à l'effort accompli, le pourcentage des personnes sachant lire et écrire, qui en 1927 n'atteignait que 10% d'une population de 13.648.270 individus, s'est élevé en 1955 à 40% d'une population de 24.121.778 habitants et, aujourd'hui,

ce chiffre est de 84,6% sur une population d'environ 65 millions (UNESCO 1998). Cependant, bien que le pourcentage des analphabètes en Turquie ait baissé, leur nombre absolu n'a pas diminué en conséquence (cf. Tableau 1):

Les problèmes liés au domaine éducatif

Le système d'enseignement turc actuel est périmé; même les pays qui, à cet égard, ont servi de modèle à la Turquie, ont complètement modifié leur système; la Turquie elle aussi, il est vrai, n'a pas hésité à apporter quelques changements, mais tous les membres compétents sont d'avis qu'une refonte complète est indispensable aujourd'hui. Il est vrai que, comme certains pays membres de l'OCDE ou d'autres pays du monde, la Turquie a du mal à offrir véritablement des services éducatifs aux enfants défavorisés par leur origine socio-économique. Dans certaines zones rurales et dans les familles pauvres en milieu urbain, la fréquentation de l'école peut être faible ou irrégulière parce que les enfants occupent un emploi ou que leur famille considère que le fait d'aller à l'école n'améliore pas la situation de l'enfant ou de sa famille.

Selon l'enquête de l'Organisation internationale du travail (OIT) menée en 1994, 87% des enfants allaient à l'école. Parmi ces enfants, 23% effectuaient certaines tâches chez eux (cas où on ne s'accorde pas à parler de 'travail de l'enfant') et 4% avaient un travail. Parmi les enfants qui n'allaient pas à l'école, 38% avaient un travail, 32% effectuaient certaines tâches chez eux et 29% étaient 'inoccupés' (OCDE 1996). Dans le domaine de la réalisation de la scolarité obligatoire, la Turquie souffre d'abord d'un manque d'établissements scolaires.

Pour l'année 1996–1997, on estime que des milliers d'enfants en âge d'être scolarisés (plus particulièrement des enfants d'origine kurde) ne peuvent pas profiter de leur droit à l'éducation à cause de la guerre sévissant encore en Anatolie de l'Est. Les enfants d'origine kurde ne peuvent toujours pas s'exprimer dans leur langue maternelle, encore sous le joug d'une interdiction. Parmi d'autres facteurs qui tendent à contrecarrer la diffusion de l'enseignement primaire, il convient de mentionner l'étendue considérable du pays, ses régions dispersées relativement peu peuplées, mal reliées entre elles par des moyens de communication insuffisants et enfin le manque de professeurs, malgré les efforts portés sur la formation des enseignants. Bien évidemment, c'est surtout la population campagnarde qui souffre des conséquences de ces difficultés; aussi n'est-il pas rare que, dans les localités rurales, les écoles primaires soient dirigées par des instituteurs sans formation pédagogique: on peut ainsi trouver, en Turquie, des écoles sans professeurs, ou dont l'effectif de professeurs est incomplet (Arayıcı 1984).

L'implantation des infrastructures scolaires n'a pas suivi le mouvement rapide d'exode rural et, d'une façon générale, la répartition des infrastructures scolaires, sur le plan géographique, pourrait être améliorée – par exemple, sur 60.000 établissements scolaires, 12.000 fonctionnent par roulement (deux

Tableau 1. Population (6 ans et plus) et taux d'analphabètes/alphabétisés selon les sexes et les années en Turquie.

Années	Population Totale	Nombre d'analphabètes	% des alphabétisés			% des analphabètes		
			Total	Hom.	Fem.	Total	Hom.	Fem.
1935	12 862 754	10 387 105	19,25	29,35	9,81	80,90	70,65	90,19
1940(1)	14 900 126	11 242 759	24,55	36,20	12,92	75,45	63,80	87,55
1945(2)	15 166 911	10 583 606	30,22	43,67	16,84	69,78	56,33	83,16
1950(3)	17 856 865	11 997 054	32,37	45,34	19,35	67,18	54,26	80,15
1955	19 366 996	11 392 958	40,87	55,79	25,52	58,83	43,94	74,14
1960	22 542 016	13 625 086	39,49	53,59	24,83	60,44	46,33	75,11
1965	25 664 797	13 138 956	48,72	64,04	32,83	51,20	35,86	67,11
1970	29 273 361	12 817 836	56,21	70,31	41,80	43,79	29,69	58,20
1975	33 530 605	12 144 188	63,62	76,02	50,47	36,22	23,74	49,45
1980	37 523 623	12 197 323	67,45	79,94	54,65	32,51	20,01	45,32
1985	43 112 337	9 703 662	77,29	86,35	68,02	22,51	12,45	31,77
1990	49 163 110	9 587 981	80,46	88,78	71,95	19,50	11,18	28,01

1. Le chiffre pour la population en 1940 a été estimé en fonction de ceux de 1935 et 1945.

2. Population de 7 ans et plus.

3. Population de 5 ans et plus.

Source: Institut des Statistiques d'Etat 'Les résultats du recensement de 1990', Ankara, 1995, pp. 12–13.

groupes se succèdent) –. En moyenne, on compte 60 à 70 élèves pour un enseignant dans les écoles primaires des zones urbaines, ce qui est à peu près deux fois plus que la moyenne de la zone de l'OCDE (OCDE 1994).

La place de l'enseignement religieux dans le système éducatif

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Islam ne faisait plus l'objet d'aucun enseignement dans les écoles publiques turques. La réforme de l'alphabet avait interdit l'emploi des caractères arabes sans toutefois se prononcer sur le sort des caractères du Coran (arabes, eux aussi) et c'est par ce biais que des cours d'étude du Coran avaient pu s'instituer librement. Mais, à la demande de parents qui déploraient le couperet que la réforme avait laissé tomber sur l'instruction religieuse, le gouvernement réintroduisit en 1950 dans les écoles primaires un enseignement islamique de base (c'est en 1950 également que le Parti démocrate – parti conservateur islamiste – rétablit l'appel à la prière en arabe).

Pour assurer et développer l'union nationale en tant que seul moyen de réalisation de la souveraineté nationale, il n'y avait pas d'autre choix que de restaurer l'unité de l'enseignement, c'était là un principe de la réforme kémaliste. Conformément à ce principe, c'était au seul ministère de l'Education nationale qu'incombait la responsabilité de dispenser l'enseignement religieux aux élèves et d'assurer, en collaboration avec les universités, la formation des théologiens et des fonctionnaires des offices religieux (Oguzkan 1955).

Depuis les années 1950, la réislamisation dans l'enseignement joue un rôle très important dans le système éducatif en Turquie. A partir de 1950, les cours de formation des *Imam-Hatip* (Imams et prêcheurs) devinrent de véritables écoles et aujourd'hui ces écoles, de même que les lycées, les écoles moyennes et les facultés théologiques, font partie d'un ensemble qui, bien qu'intégré dans le système éducatif turc, fonctionne comme un groupe à part avec ses propres exigences en matière d'études supérieures et quelques problèmes particuliers qui sont portés à la connaissance du public turc (Mardin 1977).

Les cours religieux ont ainsi pris place dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Aujourd'hui, le nombre des écoles religieuses, le nombre de leurs enseignants et de leurs élèves dans l'enseignement en Turquie ont augmenté de façon notable. On estime qu'il existe environ 1000 écoles publiques d'Imams et prêcheurs – contre 1600 lycées d'enseignement général d'Etat –, 30.000 enseignants, 500.000 lycéens, plus de 100.000 diplômés tous les ans, jouissant des mêmes droits que les bacheliers sauf pour les écoles militaires. On recense plus de 15.000 salles coraniques et 79.000 mosquées dans toute la Turquie moderne contre un peu plus de 61.000 écoles primaires.

En 1928, le projet de loi visant à supprimer l'islam reste officiel dans l'Etat turc, et il est indiqué pour la première fois dans la Constitution que 'la forme la plus avancée de l'Etat est une république laïque et démocratique' (Özek 1964). En 1931, le principe de laïcité figure parmi les six principes fonda-

mentaux du Kémalisme. La République de Turquie s'inspire de six principes essentiels, inscrits dans la Constitution de 1936: 1- Republicanisme, 2- Nationalisme, 3- Populisme, 4- Étatisme, 5- Laïcité, 6- Réformisme. De nos jours, le principe de la laïcité de l'Etat et de l'enseignement a été mis à mal par la réintroduction de l'enseignement religieux.

Il nous faut souligner ici que cette réalité représente un danger pour l'avenir des nouvelles générations et du pays. Pendant l'époque kémaliste, entre les années 1928–1950, on ne dispensait pas de cours religieux dans les écoles publiques. L'enseignement religieux, la lecture du Coran, l'enseignement de l'arabe et du persan furent bannis des programmes dans toutes les écoles primaires et secondaires; la nouvelle voie adoptée fut celle de la science positive (Baloglu 1981). A l'époque kémaliste, il s'agissait alors d'un enseignement laïc et démocratique qui se rapprochait du système éducatif français actuel (Arayıcı 1997).

Le problème de l'enseignement des minorités

Le rapport du Conseil de l'Europe sur la 'situation humanitaire des réfugiés et des personnes déplacées kurdes dans le Sud-est de la Turquie et le Nord de l'Irak' considère comme très important de noter que, dans le contexte du traité de paix de Lausanne de 1923, qui a créé la République turque moderne, les minorités de Turquie sont définies uniquement en termes religieux. Cependant, grâce aux stipulations non discriminatoires de la Constitution turque, toute personne jouit dans le pays d'une égalité de droits, d'obligations et de chances devant la loi. Il ne peut y avoir aucun traitement particulier en faveur ou au détriment d'un citoyen quel qu'il soit, et personne ne peut prétendre qu'il existe une discrimination fondée sur des origines ethniques. Le tissu social de la Turquie est un exemple typique de la réalisation du principe internationalement accepté selon lequel 'les différences ethniques, culturelles, linguistiques ou religieuses ne conduisent pas nécessairement à la création de minorités nationales' (Conseil de l'Europe 1998).

Le Conseil de l'Europe rappelle qu'une population de 13,2 millions d'habitants (22% de la population totale de la Turquie) se voit nier, malgré l'affirmation du contraire par le gouvernement turc, le droit de conserver son identité culturelle et ses traditions, d'utiliser sa langue et de développer librement ses liens. La position des autorités turques à cet égard reste immuable: la Constitution turque ne reconnaît pas les distinctions relatives aux origines raciales ou ethniques, ce qui semble justifier le déni de l'expression culturelle des minorités. La Constitution turque interdit l'emploi d'une 'langue interdite par la loi' (Art. 26 et 28). Or, ce ne sont pas moins de treize textes de loi qui interdisent l'emploi du kurde et l'expression de la culture kurde (Conseil de l'Europe 1998).

En Turquie, l'assimilation des minorités commence dès l'école maternelle et la langue d'enseignement est le turc. Les langues minoritaires sont interdites depuis les années vingt, sauf celles des minorités non-musulmanes

(grecque, arménienne, bulgare, etc.). Les minorités vivent dans des situations précaires, et ces populations sont, pour la plupart, analphabètes, avec un taux de scolarisation très bas. La Turquie ne mène pas une vraie politique éducative pour cerner et tenter de résoudre les problèmes de scolarisation des minorités (et plus particulièrement des enfants kurdes). Aujourd'hui, on estime que des milliers d'enfants d'origine kurde, tsigane et d'autres minorités sont encore non scolarisés en Turquie. La politique menée est celle de l'assimilation obligatoire des populations minoritaires, par le biais de la langue turque en tant que langue officielle (Arayıcı 1998).

Notons que, depuis 1937, un processus d'assimilation pacifique est en cours. En ce qui concerne l'assimilation des Kurdes, Lewis V. Thomas précise qu' 'il apparaît d'ores et déjà que la turquification des Kurdes de Turquie est assez avancée pour qu'on puisse raisonnablement escompter voir un problème qui aurait pu avoir de graves conséquences finalement résolu de façon satisfaisante, du fait que cette minorité sera pleinement assimilée et intégrée à la nation turque'. D'après lui, l'existence des minorités au sein de la société turque ne compromet nullement sa vigueur ou sa stabilité, car 'les minorités ont cessé d'exercer une influence importante sur la politique intérieure, les relations internationales, le crédit financier de la Turquie et même sur sa réputation à l'étranger' (Thomas et Frye 1951).

Il est évident que le niveau des études est bien moins élevé dans ces régions, que les écoles y sont rares et l'analphabétisme très répandu. A notre avis, pour relever le niveau de l'enseignement et supprimer l'analphabétisme dans ces régions, il faudrait commencer par agir sur les adultes et leur faire apprendre leur langue maternelle – le kurde – afin qu'ils veillent ensuite à ce que leurs enfants la maîtrisent avant d'atteindre l'âge scolaire. Les enseignants et éducateurs d'adultes devraient s'attacher notamment à les persuader qu'en élevant leurs enfants sans leur enseigner la langue kurde, ils compromettent leur avenir.

Un mouvement d'exode rural, dû à la guerre civile opposant les partisans du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et les forces de l'ordre turques, s'observe d'une manière générale d'est en ouest. Il dépasse en rapidité les efforts menés par le gouvernement dans les domaines de la scolarisation et de l'alphabétisation. En résumé, on peut dire que l'analphabétisme en Turquie augmente en gros d'ouest en est. Dans un *kaza* (canton) oriental on a pu, par exemple, rattacher la forte proportion des échecs scolaires au manque de compréhension des paysans à l'égard des avantages que confère l'enseignement primaire (Arayıcı 1987).

Au problème posé par l'éducation des minorités et plus particulièrement par l'éducation kurde, il faut trouver une solution politique qui donne tous les droits à cette population (et plus particulièrement le droit à l'enseignement des langue et culture maternelles aux enfants), et aux autres minorités ethniques du pays. Comme l'expliquent Amir Hassanpour, Tove Skutnabb-Kangas et Michael Chyet, 'l'avenir de l'éducation kurde dépendant dans une large mesure de la situation politique au Moyen-Orient, les problèmes péda-

gogiques ne peuvent être abordés que si la situation politique est résolue. Dans le cadre du droit international, une nouvelle interprétation de l'article 27 de la Convention internationale des droits civils et politiques par le Comité des droits de l'Homme (ONU 1986) pourrait donner un nouvel espoir pour l'avenir' (Hassanpour, Skutnabb-Kangas et Chyet 1996).

Le problème de la scolarisation féminine

Le problème que pose la scolarisation féminine, surtout dans les régions rurales, est lié au traditionalisme qui prévaut chez les paysans et qui ne permet pas à la jeune fille de trop s'éloigner du foyer, pour acquérir une instruction considérée 'plus dangereuse qu'utile' puisque l'avenir de la fille se conçoit dans la soumission à un chef de famille masculin; la crainte du 'qu'en dira-t-on' constitue également un frein, or il est clair que l'on voit d'un mauvais oeil une jeune fille éloignée du foyer, fréquentant une école avec les garçons. Cependant, les parents paraissent assoiffés d'instruction et enthousiasmés à l'idée d'envoyer leurs enfants à l'école car, 'aux yeux de tout individu analphabète, l'école est un moyen de salut, une voie pour échapper à l'ignorance, pour s'émanciper et atteindre le monde de la lumière et du savoir' (Bazargan 1963). Comment faciliter alors l'accès des filles à l'école? Que faire pour qu'elles aient les mêmes chances que les garçons? Telles sont les questions soulevées par le dernier rapport de l'UNESCO sur l'éducation dans le monde (UNESCO 1995a).

Les difficultés que le gouvernement turc rencontre dans le domaine de la scolarisation des jeunes ruraux sont d'ordre social et relatives à la mentalité propre aux habitants des campagnes: les enfants, au lieu d'être envoyés à l'école, travaillent aux champs et à la maison; parfois, l'école se trouve éloignée du domicile, dans un village voisin, et les dangers de la route, surtout l'hiver, retiennent alors les enfants au foyer (OCDE 1965). En outre, les paysans ne concèdent pas toujours une grande utilité au savoir acquis dans les écoles, ou encore certains se méfient d'une instruction qu'eux-mêmes ne possèdent pas. Comme dans "le cas de l'Iran, surtout dans les localités rurales, les élèves, une fois sortis de l'école, retombent dans l'indifférence de la collectivité et beaucoup d'entre eux oublient même les rudiments enseignés. Ce n'est pas seulement le cas de la Turquie, de l'Iran ou du Pakistan, mais de tous les pays où les institutions rurales, comparées à celles de la capitale, sont déphasées" (Bazargan 1963).

Par ailleurs, il convient de noter un autre aspect important de l'attitude paysanne à l'égard de l'instruction en Turquie où les enfants sont déchirés entre les valeurs admises par la population rurale adulte, et celles que leur enseignent leurs manuels scolaires: ils sont partagés entre le cadre traditionnel et un contexte moderne où s'entremêlent les divers aspects, politiques ou non, de la scolarisation. Les autorités turques s'emploient cependant à combler le fossé entre l'univers quotidien du petit paysan et celui de ses livres. La création des 'Instituts de village' y a notamment contribué; les échecs scolaires y

étaient moins nombreux que dans les établissements d'enseignement général, sans doute parce que les élèves étaient plus familiarisés avec les disciplines enseignées (Child 1954).

L'inégalité des effectifs scolaires par groupe d'âge et par sexe

L'inégalité d'accès à la scolarisation entre filles et garçons s'aggrave lorsqu'on passe de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire, puis du secondaire au supérieur. Il est évident que cet écart va continuer à croître et se renforcer dans les années à venir, si les tendances actuelles se maintiennent. L'UNESCO constate que "les effectifs de scolarisation projetés montrent que, dans l'ensemble, l'objectif de la généralisation de l'enseignement primaire ne sera pas atteint en 2015; la moitié environ de la population en âge de scolarisation dans le secondaire et un peu moins de 10% de la population en âge de faire des études supérieures pourront être accueillis. Mais il est vrai que les effectifs scolarisés féminins n'ont pas augmenté au même rythme que la population d'âge scolaire. L'accroissement impressionnant de la scolarisation qui a commencé en 1960 et devrait, selon les projections, se poursuivre au cours des premières décennies du XXI^e siècle, a entraîné une plus grande participation des filles au processus éducatif" (UNESCO 1993).

Cependant, en dépit de ces tendances positives, des disparités entre les deux sexes persistent dans la plupart des régions en Turquie. Malgré cela, si la situation est préoccupante, il faut cependant reconnaître que des progrès sensibles ont été faits dans le passé; cette tendance à l'amélioration devrait se poursuivre. Malheureusement, les filles ont toujours été majoritaires parmi les jeunes non scolarisés (entre 6 et 17 ans) et cette situation devrait perdurer pendant le premier quart du siècle prochain en Turquie et dans certains pays du monde. Ces estimations et ces projections laissent entrevoir des perspectives inquiétantes quant aux possibilités de parvenir à la généralisation de l'enseignement primaire et renforcent la crainte que l'alphabétisme ne puisse être éliminé.

Le Tableau 2 présente les taux de scolarisation pour les quatre groupes d'âge 6–11 ans, 12–17 ans, 18–23 ans et 6–23 ans et par degré d'enseignement en Turquie pendant la période 1960–2015. La population scolarisable en 1991 est donnée comme égale à 100, les effectifs actuellement inscrits étant représentés en proportion de cette population (UNESCO 1993). Au niveau national, on peut dire qu'il est possible de scolariser tous les enfants en âge de fréquenter l'école primaire et environ la moitié des enfants pour l'enseignement secondaire, les effectifs du supérieur représentant environ un huitième du groupe d'âge scolaire. Comment peut-on expliquer ces chiffres? On peut considérer que l'accès à l'école primaire, secondaire et à l'enseignement supérieur, augmenterait sensiblement entre 1960 et 2015. A peu de choses près, on peut escompter voir tous les enfants en âge scolaire inscrits à l'école primaire, deux enfants sur cinq scolarisés dans le secondaire et un peu moins d'un jeune sur dix fréquentant l'enseignement supérieur.

Tableau 2. Taux de scolarisation par groupe d'âge et par sexe (en%).

Années	6–11			12–17			18–23			6–23		
	MF	M	F	MF	M	F	MF	M	F	MF	M	F
1960	48.5	57.4	38.8	32.6	41.1	22.5	7.1	11.0	2.8	32.9	40.4	24.5
1980	74.4	75.6	73.0	38.4	50.6	25.1	7.7	11.0	4.3	43.4	49.0	37.4
1990	97.8	100.0	94.1	41.4	49.0	33.1	13.3	16.9	9.3	51.9	56.9	46.4
1991	97.9	100.0	93.7	43.1	50.7	34.8	13.1	16.6	9.2	52.2	57.2	46.7
2000	100.0	100.0	100.0	55.8	65.5	45.8	17.8	20.4	14.9	60.5	64.7	56.2
2010	100.0	100.0	100.0	59.5	67.3	51.6	21.1	23.1	19.1	61.1	64.9	57.3
2015	100.0	100.0	100.0	61.0	67.8	54.1	21.6	22.9	20.2	60.5	63.7	57.3

Source: Enquêtes et recherches statistiques, UNESCO, op. cit., p. A-54.

L'évolution des effectifs scolarisés dans le primaire, le secondaire et le supérieur se caractérise depuis les années 1960 par une augmentation continue. La hausse du nombre d'élèves inscrits varie selon le degré d'enseignement et selon la période, ce qui traduit à l'évidence le niveau de développement éducatif d'un pays ou d'une région, puisque l'accent est généralement mis sur la démocratisation de l'éducation aux degrés où l'accès n'est pas satisfaisant. Le Tableau 3 nous montre, sous une forme succincte, le pourcentage de filles scolarisées à chaque degré d'enseignement entre 1960 et 1991, ainsi que l'évolution projetée de ce pourcentage jusqu'en 2025. Il ressort clairement de ce tableau qu'en Turquie, les disparités entre les sexes persistent encore dans les premier, deuxième et troisième degrés de l'enseignement.

L'accroissement de la participation des filles ressort nettement de ce tableau, où une réduction de l'écart entre les sexes est observée et projetée dans les taux de scolarisation pour l'enseignement primaire pour les garçons et filles en 1960, 1991, 2015 et 2025. En Turquie, les efforts concertés sont nécessaires pour modifier les tendances projetées, qui annoncent une persistance des disparités entre les deux sexes à tous les degrés de l'enseignement. La parité entre les effectifs scolarisés des deux sexes est une réalité et, selon les projections, "elle se maintiendra à tous les degrés de l'enseignement (elle existe surtout aux premier et deuxième degrés); les inégalités entre les sexes devraient être éliminées à ces deux degrés de l'enseignement d'ici 2015" (UNESCO 1993). Il faut également noter que les effectifs féminins ont, sans exception, augmenté plus vite que les effectifs masculins pendant la période considérée.

Les disparités d'alphabétisation et de scolarisation

Actuellement, l'inégalité existe encore entre les deux sexes, entre les villes et les campagnes et entre les régions. On peut ajouter que les changements dans les domaines éducatifs en faveur de l'enseignement religieux, l'augmentation des écoles religieuses qui remplacent les écoles laïques et parallèlement l'augmentation des intégristes tracent un chemin négatif et dangereux pour l'avenir du pays et pour la nouvelle génération en Turquie.

Malgré la mobilisation pour l'alphabétisation et la scolarisation de ces dernières années, le pays présente encore aujourd'hui certaines formes d'inégalité, de très importantes disparités entre les femmes et les hommes, entre les garçons et les filles, entre les zones rurales et les zones urbaines et plus encore entre les différentes régions – Ouest-Est et Sud-Est, Nord-Sud, etc. . . . En outre, l'appartenance à des minorités ethnolinguistiques (en particulier à la population kurde), l'interdiction de la langue kurde, l'inégal développement socio-économique et culturel, les attaches aux traditions culturelles sont autant d'éléments qui influent sur ces inégalités et les déterminent.

Tableau 3. Effectifs scolaires par degré d'enseignement et par sexe (en milliers).

Années	1er degré			2e degré			3e degré			Total		
	MF	F	%F	MF	F	%F	MF	F	%F	MF	F	%F
1960	2866.5	1066.5	37	481.6	123.5	26	65.3	13.0	20	3413.4	1203.0	35
1980	5656.5	2568.6	45	2217.9	744.5	34	246.2	64.0	26	8120.6	3377.1	42
1990	6861.7	3229.8	47	3808.1	1426.1	37	749.9	252.5	34	11419.8	4908.4	43
1991	6870.6	3230.0	47	3983.4	1510.2	38	752.5	252.5	34	11606.6	4992.7	43
2000	8678.8	4298.9	50	5166.2	2061.0	40	1080.4	432.8	40	14925.3	6797.7	46
2010	8853.2	4393.9	50	6523.9	2776.6	43	1476.1	656.6	44	16853.2	7827.1	46
2015	8414.0	4175.6	50	6663.0	2902.6	44	1554.0	708.2	46	16630.9	7786.4	47

Source: Enquêtes et recherches statistiques: travaux en cours – Tendances et projections des effectifs scolaires par degré d'enseignement, par âge et par sexe, 1960–2025 (évaluées en 1993), UNESCO, Paris, décembre 1993, p. A-72.

Les disparités entre les régions

Les régions étant délimitées, il convient à présent de définir les disparités essentielles sur la situation éducative et l'alphabétisation qui diffèrent sensiblement: ainsi, d'après les statistiques du ministère de l'Education nationale, si la région de Marmara-Egée détient le plus fort taux d'alphabétisés (64,5%, taux qui varie très peu d'une province à l'autre dans cette même région), la région de la mer Noire a, elle, un taux plus bas de 47,6%. De même en Anatolie de l'Est, ce taux d'alphabétisés tombe assez bas (35,5%), avec une variation notable selon les provinces. On note donc, dans cette dernière région, la concordance de plusieurs critères éducatifs: une importante population analphabète, des langues minoritaires très répandues, une faible proportion de diplômés dans la population (Roche 1975).

Sur le plan de la scolarisation, on peut définir des disparités essentielles: on constate une scolarisation des 1er et 2e degrés nettement inférieure à la moyenne nationale dans deux régions, la mer Noire et l'Anatolie de l'Est. Dans ce dernier cas, non seulement le taux est très faible, mais encore de grosses différences existent selon les provinces. La région méditerranéenne présente un bon taux de scolarisation, de façon assez homogène. De fait, dans l'est de l'Anatolie, l'importance de l'analphabétisme se conjugue avec la multiplicité des langues minoritaires, et avec une faible proportion de diplômés dans la population, qu'il s'agisse de la sanction de l'école primaire ou moyenne (cf. Tableau 4) (ministère de l'Education nationale 1973).

L'enseignement des minorités en Turquie – et en particulier des Kurdes – pose aujourd'hui un grave problème (Besikç 1975). Les langues minoritaires sont tout à fait insignifiantes dans l'Ouest du pays, faiblement présentes dans la région méditerranéenne et ne se trouvent guère que dans les provinces de Maras et Hatay. En revanche, elles prennent une grande importance en Anatolie de l'Est, où plus de la moitié de la population possède une langue maternelle autre que le turc. On rencontre plusieurs langues d'importance variable et notamment le kurde, le persan, le zaza, l'arabe, l'implantation de

Tableau 4. Taux d'alphabétisation dans les différentes régions de Turquie en 1970.

Régions	Alphabétisés	Ecole primaire	Ecole moyenne	Langue maternelle turque
Turquie (moyenne)	54,7	19,4	15,8	90,1
Marmara-Egée	64,5	26,4	23,1	97,3
Mer Noire	47,6	14,9	11,5	97,3
Anatolie intérieure	55,8	19,2	17,3	97,3
Méditerranée	54,1	18,6	16,8	92,8
Anatolie Orientale	35,5	9,1	10,4	51,3

Source: Le problème de l'analphabétisme en Turquie, ministère de l'Education nationale, Ankara, 1980, p. 11.

ces langues variant selon les provinces: dans certaines d'entre elles, le turc n'est parlé à titre de langue maternelle que par une très faible part de la population. Il en est ainsi de la province de Mardin – Sud-Est de la Turquie – pour seulement 8,9% de la population (Roche 1975).

Actuellement, on peut seulement accueillir, dans les régions d'Anatolie de l'Est ou du Sud-Est, deux enfants d'âge scolaire sur trois à l'école primaire. Si la guerre civile (entre les partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les forces de l'armée turque) et les facteurs socio-économiques et culturels pèsent lourdement sur les capacités d'accueil, la persistance d'un taux de natalité élevé est un paramètre tout aussi important. Le Tableau 5 nous montre qu'il existe des inégalités de scolarisation à tous les niveaux d'enseignement dans les différentes régions en Turquie. Mais, on peut ajouter que les chiffres traduisent des différences d'accès à chaque degré d'enseignement selon les régions (par exemple: entre les régions Ouest-Est, Nord-Sud, etc.) (Egitim-Sen 1998).

Le problème d'alphabétisation et de scolarisation des Kurdes

Actuellement, un des problèmes majeurs est constitué par l'enseignement des minorités, et plus particulièrement par l'enseignement du peuple kurde. Il est nécessaire, pour alphabétiser et scolariser cette population, de commencer par lui enseigner le turc, ce qui n'est pas chose facile puisque ces enfants, qui ne pratiquent cette langue qu'à l'école et jamais dans le cadre familial, oublient d'une année sur l'autre les bases enseignées dans les classes précédentes. Pour de nombreux instituteurs, donner des cours de turc constitue ainsi la grande majorité de leur enseignement. On enseigne le turc aux enfants kurdes pendant le service militaire qui est obligatoire pour tous les citoyens de sexe masculin. Les femmes kurdes, ayant très peu de contacts avec le reste de la population, adoptent moins volontiers et apprennent difficilement la langue turque.

Dans le cadre de nos expériences personnelles, lorsque, instituteur dans un village kurde près de la ville de Malatya – dans l'Est de la Turquie –, nous enseignions le turc aux enfants kurdes d'une classe de dernière année de l'enseignement primaire (cinquième année), nous avons pu nous rendre compte que, parmi les enfants, 80% n'arrivaient pas à l'écrire et à le parler correctement, et nous expliquaient: 'la langue turque n'est pas notre langue maternelle. Dans la famille, tout le monde parle le kurde, nos parents ne connaissent pas le turc. Comment peut-on l'apprendre puisque c'est pour nous une langue étrangère?'

D'après les statistiques de 1965, les provinces où l'analphabétisme des sujets de plus de 6 ans oscille entre 82 et 90% (entre 70 et 82% pour les hommes et entre 95 et 99% pour les femmes) sont celles d'Adiyaman, Agrı, Bitlis, Diyarbakır, Hakkari, Mardin, Mus, Siirt, Urfa et Van, toutes situées dans l'est et le sud-est du pays, en des régions où les Kurdes sont nombreux (Arayıcı 1984). Reconnaissons au passage que l'exigence d'une définition des meilleurs

Tableau 5. Taux de scolarisation dans les différentes régions de Turquie durant l'année scolaire 1994–1995.

Régions	Ecoles primaires			Ecoles moyennes			Lycées			Universités et écoles supérieures		
	Total	Gar.	Filles	Total	Gar.	Filles	Total	Gar.	Filles	Total	Gar.	Filles
Turquie (moyenne)	89.35	91.31	87.29	53.44	61.90	44.58	39.69	42.29	30.84	8.51	9.67	7.27
Marmara	99.16	100.42	97.84	68.59	75.77	60.94	45.51	46.69	44.03	7.47	8.28	6.39
Egée	93.53	94.28	92.73	57.76	64.66	50.61	38.64	41.71	35.36	5.91	6.25	5.53
Méditerranée	94.32	95.90	92.66	53.29	59.87	46.38	36.14	40.61	31.41	3.40	4.34	2.46
Anatolie intérieure	93.58	94.50	92.83	66.26	74.70	57.56	47.42	53.60	41.02	23.60	25.82	21.26
Mer Noire	90.44	91.70	89.00	49.04	59.58	38.45	35.93	45.14	27.13	4.63	6.08	3.40
Anatolie de l'Est	74.64	80.36	68.96	34.98	46.54	22.81	24.27	34.56	17.74	4.56	5.89	3.12
Anatolie du Sud-Est	71.54	76.48	66.17	28.44	38.06	17.86	17.82	25.42	10.20	1.45	1.98	0.90

Source: Institut National des Statistiques d'Etat – service de l'enseignement –, Ankara, 1997.

moyens de recenser les autres populations analphabètes des régions défavorisées ou appartenant à des minorités ethniques, linguistiques et une réponse à leurs besoins d'apprentissage se font de plus en plus pressantes.

En ce qui concerne l'alphabétisation des Kurdes en Anatolie de l'Est ou du Sud-Est, Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, explique que 'n'ayant pas d'écoles enseignant dans leur langue maternelle en Turquie, ils sont pour la plupart non scolarisés, y compris dans la langue officielle de l'Etat. Le taux d'analphabétisme est particulièrement élevé chez les femmes (de 80 à 90%). Le kurde est une langue indo-européenne et n'a rien de commun avec le turc ni avec l'arabe qui sont respectivement des langues altaïque et sémitique. Si les hommes ont appris quelques rudiments de turc pendant leur service militaire, les femmes kurdes, dans leur immense majorité, ignorent totalement cet idiome, ce qui leur rend inaccessibles les structures socio-éducatives utilisant la langue turque' (Nezan 1988).

Une étude de S. Koç parue dans le journal *Cumhuriyet* (Républicain) du 31 juillet 1966 faisait apparaître que plus de la moitié de la population des provinces de Siirt, Hakkari, Diyarbakır et Bingöl ne parlait pas la langue officielle et que, là où l'instruction est au niveau le plus bas, il n'est pas étonnant que la prise de conscience des classes ne se forme pas. L'atmosphère générale est donc bien favorable aux répressions des 'agas' (grands propriétaires). Il faut noter qu'actuellement le rôle des 'agas' est très important en Anatolie de l'Est et du Sud-Est de la Turquie (Koç 1966).

On ne peut nier toutefois, dans l'analyse des diverses causes de l'analphabétisme rural, que les régions où l'analphabétisme est le plus développé sont celles où la population kurde représente un fort pourcentage. Dans l'armée, nous l'avons déjà signalé, on apprend le turc aux recrutes kurdes qui ne le connaissent pas: l'armée est donc aussi une école d'homogénéisation ethnoculturelle par ses cours de turquification obligatoire pour les minorités (Arayıcı 1987). Précisons que depuis 1980, aucune statistique fiable sur l'alphabétisation dans les différentes régions en Turquie n'a pu être faite et que le seul recensement permettant de trouver des renseignements significatifs (c'est-à-dire posant des questions relatives à la langue maternelle des individus: turc, kurde, arabe, grec, arménien, etc. . . .) date de 1965.

En Anatolie de l'Est ou du Sud-Est (où plus de la moitié de la population est kurde), l'illettrisme touche plus particulièrement les femmes. Comme l'indique le rapport du Conseil de l'Europe, il est également surprenant de voir une allégation concernant l'interdiction de la langue kurde en Turquie. Il n'y a actuellement aucune restriction sur les langues utilisées en Turquie en dehors du turc. Il est vrai qu'à la suite de l'intervention militaire de 1980, la loi n° 2932 a été promulguée pour interdire l'emploi des langues maternelles autres que le turc et les activités destinées à toute propagande. Cette loi, adoptée à cette période exceptionnelle de l'histoire de la Turquie, n'a eu alors aucun effet en pratique et a été abrogée en 1991 (Conseil de l'Europe 1998).

Une autre information apportée par le rapport du Conseil de l'Europe

concerne l'objectif des autorités turques de créer 400 écoles régionales (internats) avant l'an 2000. Des primes spéciales sont versées aux enseignants qui souhaitent exercer dans la région, mais sur les 6.144 enseignants nommés en 1997, 3.173 ont déjà démissionné. Depuis 1992, 122 enseignants ont été tués et 17 blessés. 2.076 écoles ont fermé après le départ des villageois ou des enseignants, et ce ne sont pas moins de 117.000 enfants qui ne sont pas scolarisés à l'heure actuelle. Le taux d'analphabétisme est de 35% dans les régions kurdes, contre 19,3% au niveau national; 60% de la population kurde du Sud-Est vit en dessous du seuil de pauvreté, contre 30% environ dans les autres régions, et le taux de mortalité est supérieur de 50% à ce qu'il est dans le reste du pays. Avant de prévoir des retours en masse, des mesures devront être prises pour relancer l'économie locale (Conseil de l'Europe 1998).

Les disparités entre les deux sexes et entre villes et campagnes

L'ancien Premier ministre turc Sadi Irmak écrivait en 1962: 'Quatre facteurs sapent nos efforts pour donner l'égalité aux femmes: l'ignorance, les mauvaises traditions, une mauvaise interprétation des règles religieuses et l'égoïsme des hommes.' Analysant tous ces éléments, l'auteur souligne les graves effets de l'analphabétisme, au sujet duquel il déclare: 'Nous devons travailler à l'éducation des femmes pour qu'elles puissent à leur tour faire l'éducation de notre pays' (Irmak 1963). Il est vrai que hommes et femmes ne profitent pas au même degré des possibilités de l'enseignement et les proportions varient suivant que l'on se trouve dans les villes ou dans les villages.

Selon le recensement général de 1965, 79,41% des hommes et 52,29% des femmes sont alphabétisés dans les villes, tandis que 52,61% des hommes et 22,92% des femmes le sont dans les villages. Il faut en outre tenir compte du fait que la population rurale (dont le taux d'alphabétisation est de 38,53%) est bien supérieure, quantitativement, à la population urbaine (dont le taux d'alphabétisation est de 66,92%). L'évolution est telle que le recensement général de 1995 indique que 93,5% des hommes et 76,1% des femmes sont alphabétisés dans les villes, tandis que ce sont 83,8% des hommes et 67,7% des femmes qui le sont dans les villages. La grande majorité d'analphabètes est constituée des femmes vivant dans les campagnes (cf. Tableau 6).

Il ressort clairement que l'analphabétisme féminin dépasse l'analphabétisme masculin dans tous les groupes d'âge (Arayıcı 1996a). Bien davantage, l'observation de la situation en Turquie aujourd'hui nous conduit à parler en termes d'inégalité. Le rapport mondial sur l'éducation réalisé par l'UNESCO en 1995 rappelle que, si la population analphabète s'élevait à 9.384.000 en 1980 (dont 73% de femmes), elle se chiffrait encore en 1995 à 7.231.000 (dont 76% de femmes). Le taux d'analphabétisme était alors de 17,7% (8,3% d'hommes et 27,6% de femmes) sur une population totale d'environ 65 millions d'habitants. La question de la scolarisation est également déterminante si l'on parle d'alphabétisation: ainsi, en 1992, le taux d'enfants inscrits

Tableau 6. Evolution du taux d'analphabétisme de la population de 15 ans et plus en Turquie.

Années	Population	Population analphabète		Taux d'analphabètes		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
1980						
Total	9 384 000	2 559 295	6 824 705	34,4	18,7	50,2
1985						
Total	7 579 671	1 959 483	5 620 188	24,0	12,4	35,7
Urbains	2 924 055	695 784	2 228 271	16,8	7,6	26,8
Ruraux	4 655 616	1 263 699	3 391 917	30,8	22,0	36,1
1990						
Total	7 615 973	1 870 245	5 745 728	20,8	10,1	31,5
Urbains	3 315 800	745 363	2 570 437	14,9	6,5	23,9
Ruraux	4 300 173	1 124 882	3 175 291	29,8	16,2	42,3
1995						
Total	7 231 000	1 737 000	5 495 000	17,7	8,3	27,6

Source: Annuaire Statistique de l'UNESCO, Paris, 1995, pp. 1–14.

à l'école primaire atteignait 91% (94% de garçons et 87% de filles); pour l'enseignement général, la population en âge scolaire en 1980 s'élevait à 6.402.000 et le taux de scolarisation total atteignait 35% (44% de garçons et 24% de filles). Ces chiffres en 1992 étaient respectivement de 7.044.000 et de 61% (74% de garçons et 48% de filles) (UNESCO 1995a).

Ces seules données statistiques suffisent à montrer l'inégalité des chances entre les filles et les garçons face à la scolarisation. L'analphabétisme des femmes en Turquie constitue un problème majeur, puisque celles-ci représentent la majorité des adultes analphabètes. Dans l'Est de la Turquie (peuplée de Kurdes), plus de la moitié des femmes sont ainsi illettrées. De plus, le taux global d'alphabétisation y est inférieur à celui de toutes les autres régions et sous-régions. Dans l'ensemble des sous-régions en développement, l'alphabétisation a progressé plus rapidement chez les femmes que chez les hommes (UNESCO 1995b). Cependant, l'inégalité de scolarisation des effectifs et les disparités d'alphabétisation par groupe d'âge et par sexe, entre les régions et entre les villes et les campagnes subsistent à l'heure actuelle (Arayıcı 1996a). On estime que, de 1980 à 1995, le taux d'analphabétisme de la population féminine a baissé de plus de 22 points.

L'alphabétisation des femmes se poursuit à un rythme plus rapide, les femmes elles-mêmes réclamant énergiquement le développement de leur éducation et voulant jouer le rôle qui leur revient dans leur pays (Dirks 1975). Il a été observé qu'un analphabétisme plus élevé chez les femmes et des disparités entre les deux sexes continuent de freiner la progression globale de l'alphabétisation en Turquie. C'est plus particulièrement grave dans le pays

où la population féminine analphabète continue d'augmenter, contrebalançant la réduction de l'analphabétisme masculin (cf. Tableau 7).

Par ailleurs, afin de maintenir et perfectionner les acquis, les autorités locales s'attachent à offrir aux ouvriers et aux paysans un enseignement secondaire dispensé en dehors de leurs heures de travail. Grâce à la radio éducative, des millions d'auditeurs sont mobilisés dans des groupes d'écoute structurés autour de thèmes tels que la santé, la nutrition, etc. Enfin, sont dispensés des cours par correspondance destinés en priorité aux adultes qui souhaitent acquérir par étapes l'équivalent extra-scolaire d'un enseignement primaire, puis secondaire, ainsi qu'à des instituteurs non diplômés. Certains de ces programmes sont orientés vers les groupes minoritaires les plus importants du pays (UNESCO 1995c).

L'alphabétisation continue de progresser, et le taux d'alphabétisation des adultes, c'est-à-dire le pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus sachant lire et écrire, augmente régulièrement en Turquie. L'OCDE en a fait le constat, "l'alphabétisation a connu une progression spectaculaire au cours de ces vingt dernières années et le large écart entre les hommes et les femmes dans ce domaine s'est nettement rétréci en Turquie" (cf. Tableau 8). Avec la politique actuelle, "l'analphabétisme est un problème de stock et non de flux, ce qui explique le classement relativement faible de la Turquie dans la liste des pays à fort taux d'alphabétisation. Si l'on veut rattraper le retard, il faut consacrer des ressources à l'instruction de base, en particulier des programmes spéciaux pour les personnes d'âge mûr et les femmes. Des études en vue de porter la scolarité obligatoire de 5 à 8 années et d'améliorer les programmes et les installations scolaires sont actuellement menées avec l'aide de la Banque mondiale" (OCDE 1995).

Le rôle de l'enseignement primaire pour l'alphabétisation

Aujourd'hui, le système éducatif turc comprend un secteur public et un secteur privé. L'instruction publique, étalée sur trois niveaux (primaire, secondaire – premier et second cycles –, supérieur), et qui occupe de loin la place la plus importante, dépend du ministère de l'Education nationale, mais aussi d'autres départements ministériels chargés d'organiser l'enseignement secondaire dans des domaines spécialisés, tels que l'agriculture. Quant à l'enseignement privé, il ne joue qu'un rôle minime dans le système actuel. Malgré la scolarité obligatoire et la proportion élevée du degré d'instruction, tous les enfants en âge scolaire ne peuvent pas profiter de l'enseignement primaire; bien plus spécifiquement, la scolarisation diffère selon les régions géographiques: c'est ainsi que dans les villes de l'ouest du pays, la scolarisation est globalement plus élevée.

Les enfants turcs doivent officiellement aller à l'école dès l'âge de 7 ans, mais en réalité, tous les enfants n'obéissent pas à cette règle et c'est surtout dans les campagnes, où le contrôle officiel est moins aisé et où l'instituteur

Tableau 7. Estimation des nombre et taux d'adultes alphabétisés (en %) et analphabètes par sexe entre 1980 et 2010.

Années	Total			Hommes			Femmes		
	Alpha.	Analp.	% d'alp.	Alpha.	Analp.	% d'alp.	Alpha.	Analp.	% d'alp.
1980	17 895	9 384	65,6	11 127	2 559	81,3	6 770	6 825	49,8
1990	29 067	7 616	79,2	16 556	1 870	89,9	12 511	5 746	68,5
1995	33 705	7 231	82,3	19 264	1 736	91,7	14 441	5 495	72,4
2000	39 048	6 611	85,5	21 847	1 475	93,7	17 201	5 136	77,0
2010	51 213	5 112	90,9	27 622	941	96,7	23 591	4 171	85,0

Source: Compendium des statistiques relatives à l'analphabétisme – rapport et études statistiques –, n° 35, UNESCO, Paris, 1995, pp. 45 et 47.

Tableau 8. Population par alphabétisation, niveau d'instruction et sexe.

	Hommes			Femmes		
	1970	1980	1990	1970	1980	1990
Alphabétisés	70,3	79,9	88,8	41,8	54,6	72,0
Alphabétisés sans diplôme	24,5	18,4	16,3	16,6	14,6	15,6
Enseignement primaire (de 6 à 11 ans)	36,1	44,2	49,1	20,7	31,4	43,1
1er cycle de l'enseignement secondaire (de 12 à 14 ans)	4,9	7,6	9,6	2,2	3,7	5,4
2ème cycle de l'enseignement secondaire (de 15 à 18 ans)	3,4	6,4	9,5	1,8	3,7	6,0
Enseignement supérieur	1,3	3,3	4,2	0,6	1,2	1,8

Source: Institut national des statistiques, Statistical Yearbook of Turkey, 1993.

n'aime pas se brouiller avec son entourage, que cette obligation n'est pas toujours respectée. Si nous comparons le pourcentage des femmes analphabètes de 25 ans et plus avec celui des femmes plus jeunes, nous pouvons néanmoins reconnaître que des progrès se réalisent aujourd'hui dans le domaine de l'instruction féminine (en ce qui concerne le groupe d'âge entre 6 et 11 ans, il faut tenir compte d'une certaine exagération du nombre des analphabètes, les enfants turcs ne commençant en réalité à fréquenter l'école primaire qu'à partir de leur 7ème année).

L'importance de l'éducation des adultes

En Turquie, une importance de plus en plus grande doit être accordée à l'éducation des adultes. En 1993, dans son rapport sur l'éducation et le vingt-et-unième siècle, Jacques Delors, alors président de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt-et-unième siècle, évoquait le problème de l'alphabétisation et rappelait une définition donnée par le rapport mondial sur l'éducation: 'une personne alphabétisée, c'est une personne capable de lire et écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref des faits en rapport avec la vie quotidienne'. Il continuait ainsi: 'il me semble que l'on détient là incontestablement un critère pour mesurer l'immense fossé qui reste à combler afin que chaque homme et chaque femme puisse accéder à ce minimum. Les statistiques de l'alphabétisation – qui, évidemment ne correspondent pas à cette définition – indiquent que l'on compte encore aujourd'hui dans le monde près d'un milliard d'analphabètes et que le taux d'alphabétisation n'est que de 47% en Afrique subsaharienne, continent oublié par le développement. Je vois là, pour une organisation comme l'UNESCO, un problème essentiel parce que l'éducation, c'est l'égalité des chances et la solidarité, une valeur sans laquelle un monde interdépendant ne peut vivre sans crises profondes, sans ruptures dramatiques' (Delors 1996a). Ces mots

de Jacques Delors mettent en évidence un problème primordial d'actualité pour les différents pays du monde.

Plusieurs raisons (mentionnées plus haut) justifient l'importance supplémentaire qu'il faut accorder, en Turquie, à l'éducation des adultes. La direction générale de l'éducation des adultes et les associations volontaires telles que l'association de bonne conduite et celle pour l'instruction publique sont engagées contre l'analphabétisme en Turquie (Institut pédagogique national 1970). Il est donc nécessaire de mener une action efficace dans les plus brefs délais: un projet sur l'«éducation populaire», comme il en a déjà été mené un dans les années qui ont suivi la réforme de l'alphabet, permettrait de déclencher une vaste mobilisation pour l'alphabétisation et d'assurer la rénovation socio-économique, culturelle, technique et éducative en Turquie.

Malgré les changements de l'enseignement dans les années 1950, les préoccupations du nouveau gouvernement portaient aussi sur les situations de scolarisation des enfants et d'alphabétisation des adultes. Un débat sur l'éducation des adultes s'est vite ouvert, tous les pédagogues turcs y participant activement. En 1951, «le gouvernement conservateur a invité Watson Dickerman, alors professeur adjoint de pédagogie à l'Université de Berkeley (Californie), à étudier l'éducation des adultes en Turquie et à formuler des recommandations en vue de l'améliorer et de la développer. D'un autre côté, les propositions des pédagogues turcs, Nüsret Köymen et Sevkett Gedikoglu, sur l'éducation des adultes en Turquie étaient très appréciées à l'époque, et le gouvernement a beaucoup repris leurs suggestions» (Oguzkan 1955).

L'éducation des adultes ne se borne pas à l'enseignement de la lecture et de l'écriture; elle représente, à tous les points de vue, une éducation de base pour les analphabètes puisque, outre l'enseignement primaire, elle comporte un programme d'enseignement professionnel et technique dans le domaine des arts manuels, du commerce, de l'agriculture et de l'industrie (UNESCO 1989). Elle prépare le terrain pour le développement culturel des individus et l'assimilation des vertus civiques, pour un enseignement supérieur, mais non pas académique, qui donne à chaque groupe de professions la possibilité d'acquérir une plus grande expérience et une connaissance plus approfondie. Le programme de l'éducation des adultes doit, à l'avenir, englober un champ d'activité plus vaste et devenir beaucoup plus fonctionnel. Comme l'indique P. Faurré «L'éducation des adultes est, plus largement, un très vaste mouvement qui touche le monde entier, bien qu'il prenne des formes différentes suivant les pays dans lesquels il est mis en oeuvre. Axée surtout sur l'alphabétisation, là où une grande fraction de la population ne sait pas lire, l'éducation des adultes s'oriente, en Europe par exemple, vers l'organisation des loisirs ou le perfectionnement professionnel» (Faurré 1964).

Les différentes mesures prises en faveur de l'alphabétisation

Comme l'explique Paul Bélanger, directeur de l'Institut de l'UNESCO pour l'Education de Hambourg (IUE), «l'alphabétisation est une cible mouvante.

Un niveau de compétences considéré aujourd'hui comme minimal sera insuffisant dans dix ans compte tenu des progrès de notre société de l'information' (Bélanger 1995). Nous partageons ce point de vue qui affirme la précarité de la notion et du terme même d'alphabétisation'. C'est essentiellement l'État qui prend en charge l'éducation des adultes. Parallèlement, les institutions semi-gouvernementales ou privées se consacrent aux activités suivantes: organisation de coopératives; production d'émissions radio-phoniques sur l'art, l'histoire de l'art, l'hygiène, la musique; programmes d'alphabétisation pour les adultes à la radio et à la télévision; séminaires universitaires; conférences gratuites des universités; musées municipaux et musées de l'hygiène; centres d'éducation du peuple, maisons du peuple dans les villes et salles du peuple dans les villages (Arayıcı 1996a).

Depuis 1960, aux côtés du directeur général de l'éducation du peuple, d'autres organisations participent à l'alphabétisation de la Turquie: l'état-major, le ministère de la Justice, celui de l'Industrie et du Commerce, les directeurs généraux de l'enseignement technique des filles et des garçons, de l'enseignement primaire, les administrations locales et les organisations non gouvernementales et bénévoles. Les 'Centres d'éducation du peuple', créés dans les années 1960, jouent ainsi, à leur mesure, un rôle primordial pour une éducation extra-scolaire ou pour une alphabétisation des adultes. Actuellement, ils organisent des cours, formations professionnelles, activités socio-économiques, culturelles et éducatives adaptées aux besoins des adultes. Toutefois, ils semblent ne pas correspondre assez aux désirs des jeunes et des adultes (Arayıcı 1988).

L'alphabétisation, bien évidemment, est une entreprise dont les objectifs visent le long terme; ainsi, une réunion d'experts sur la postalphabetisation tenue par l'UNESCO à Dakar en avril 1977, mit au point cette définition: 'la postalphabetisation, composante de l'éducation continue, est un ensemble de mesures et d'actions grâce auxquelles le néo-alphabet peut exercer des responsabilités et des compétences nouvelles, accroître ses connaissances, les dépasser et s'engager dans un processus d'épanouissement individuel et collectif en vue d'une plus grande maîtrise de son environnement' (UNESCO 1980).

En 1981, la campagne nationale d'alphabétisation a déjà permis d'obtenir de solides résultats: on recense en effet 3.156.799 de néo-alphabetes. Parmi eux figure un grand nombre de femmes, de travailleurs agricoles et d'habitants de bidonvilles et de villages pauvres désormais lettrés. Avant le début de la campagne, 69% de la population âgée de plus de 6 ans étaient alphabétisés, 67,45% le sont en 1980, 77,29% en 1985 et 80,46% en 1990. Les chiffres concernant les femmes passent de 54,65% en 1980 à 68,02% en 1985 et 71,95% en 1990 (UNESCO, 1998).

Parmi les alphabétisés, nombreux sont ceux à avoir poursuivi leurs études jusqu'à l'obtention du diplôme sanctionnant la fin des études primaires pour adultes. Femmes, travailleurs agricoles et occupants de taudis constituent le groupe le plus gravement affecté, mais l'analphabetisme est le lot des ruraux

en général et réduit la productivité de nombre d'entre eux, compris dans le groupe d'âge 14–54 ans. Ces catégories ont ainsi été les premières visées par la campagne d'alphabétisation nationale qui s'est déroulée de mars 1981 à mai 1984 en Turquie. Il n'en reste pas moins que le chiffre d'analphabètes est encore trop important et nous osons ici remettre en cause l'efficacité de l'Education nationale: malgré tous ces efforts, la Turquie comptait encore, en 1985, 22,51% d'illettrés, 19,50% en 1990, et en recense encore aujourd'hui 17,7% (ministère de l'Education nationale 1992, 1996).

La politique éducative de la Turquie

L'actuelle politique éducative de la Turquie, dans son ensemble, est assez désordonnée: programmes superficiels, essais d'adaptation de l'enseignement aux normes politiques actuelles, baisse de la qualité de l'enseignement et de l'enseignant, enseignement anti-démocratique et inégalitaire. Les salaires des enseignants sont faibles et la gestion des effectifs enseignants pourrait être améliorée à d'autres égards (formation, incitations par d'autres biais que le salaire, etc.). Les établissements professionnels n'occupent qu'un très faible segment de l'enseignement supérieur par rapport au secteur universitaire. Il existe aussi de nombreux établissements d'enseignement secondaire professionnel publics et privés.

On peut estimer, globalement, en se fondant sur des observations indirectes, que le système d'enseignement professionnel a une efficacité médiocre. En l'occurrence, on observe des taux de chômage très élevés parmi les jeunes titulaires d'un diplôme d'enseignement professionnel (Institut national des statistiques 1994). Tout cela engage, à notre avis, l'avenir du pays dans une voie négative, une impasse. C'est un mauvais pari pour le futur, une perte de temps et d'énergie aussi bien pour les enseignants que pour les élèves (Arayıcı 1997).

Le problème est avant tout celui de la volonté politique. Il faut donc créer une vraie politique éducative pour améliorer l'enseignement général et professionnel en encourageant la coopération "école-entreprise"; pour instituer un système de validation des qualifications et pour créer une organisation de normalisation professionnelle; pour rendre le métier d'enseignant 'plus attrayant'; pour supprimer l'analphabétisme, le système de formation devra être repensé de manière à assurer une formation de troisième cycle; pour que les universités jouissent de davantage d'autonomie, des dispositions seront prises pour renforcer la concurrence au niveau de l'enseignement supérieur; le rôle de l'enseignement supérieur est donc de première importance (Ministry of National Education 1996). Parce que l'Etat moderne a des devoirs à remplir dans l'intérêt de la société, de la population, des nouvelles générations, voilà des tâches qui font partie de l'action éducative de l'enseignement public turc. On cherche également à améliorer les méthodes pédagogiques d'enseignement en s'efforçant de doter toutes les écoles de matériel éducatif audio-visuel et informatique (Arayıcı 1996b).

Il est évident qu'à côté de l'investissement politique et éducatif, l'investissement financier est important dans un pays en crise comme la Turquie, mais le problème est avant tout celui de la volonté politique. Les gouvernements turcs successifs ont malheureusement copié les systèmes d'enseignement américain et japonais – voire des pays arabes – alors que ces méthodes éducatives étrangères ne peuvent s'appliquer telles quelles en Turquie, les structures socio-économiques de ces pays étant beaucoup plus évoluées et leurs moyens financiers plus importants.

Conclusion

En guise de conclusion, il nous semble opportun de mettre en évidence que le but essentiel de l'éducation publique en Turquie est de lutter contre l'analphabétisme, la non-scolarisation et de donner à ceux qui ont achevé leurs études primaires une formation technique conforme aux exigences et aux besoins du pays, de la collectivité et de l'individu; d'organiser des cours du soir pour les minorités dans leur langue maternelle en vue d'enrichir la culture individuelle et nationale des citoyens qui, obligés de gagner leur vie, n'ont pu poursuivre leurs études; d'apprendre à lire et à écrire aux paysans agriculteurs qui constituent la grande majorité de la population, aux adultes et ouvriers d'usine analphabètes. L'OCDE nous montre que "l'éducation est un domaine dans lequel les performances restent en deçà de ce qui est attendu. Ainsi que cela a été noté plus haut, le taux d'analphabétisme de 10% parmi les jeunes, relevé en 1990, est tout à fait révélateur des problèmes" (OCDE 1996).

Il est difficile de traiter en profondeur les problèmes d'enseignement des minorités ethnolinguistiques en Turquie, car on n'a sur ces dernières que de vagues estimations statistiques: en effet, elles ne sont pas officiellement reconnues, la politique culturelle de la Turquie tendant à leur assimilation pure et simple. En voulant réaliser la généralisation de l'enseignement primaire et d'un minimum de l'enseignement secondaire, la Turquie se trouve face à d'extrêmes difficultés: nécessité d'alphabetiser la population adulte, accroissement des exigences scolaires devant l'augmentation de la population, insuffisance incontestable des crédits consacrés à l'oeuvre éducative, etc. . . .

Pour trouver une solution à ce problème précis, il faudra accroître notablement l'engagement de ressources en faveur de l'éducation et il faudra un effort concerté de la part des responsables gouvernementaux, des professionnels de l'éducation et des diverses institutions, privées et publiques, qui sont actives dans ce secteur. La réforme de l'éducation est un processus de longue haleine qui, souvent, ne produit ses effets qu'après de nombreuses années. La Turquie a raison d'en faire une priorité de premier plan et elle devrait s'efforcer d'avancer aussi vite que possible, surtout pour ce qui est d'assurer un enseignement de base à des groupes sociaux qui, sinon, risquent de rester en marge du mouvement de développement économique du pays. Et bien évidem-

ment, la Turquie doit respecter les recommandations de l'assemblée parlementaire au Comité des Ministres, c'est-à-dire viser à 'signer et ratifier la convention-cadre pour la protection des minorités nationales et la Charte européenne des langues régionales et minoritaires; adopter des politiques et prendre des mesures adéquates pour mettre les citoyens turcs d'origine kurde en mesure d'exercer leurs droits culturels et politiques; assurer une protection particulière aux femmes, enfants et personnes âgées qui rentrent;' etc. (Conseil de l'Europe 1998).

Selon Jacques Delors, 'alors qu'apprendre commence à la maison, l'éducation de base fournit la première occasion de s'attaquer au problème de l'égalité des chances' (Delors 1996b). Comme on peut le voir répété dans les recommandations lors des conférences internationales sur l'éducation, la meilleure solution semble consister d'abord et avant tout dans la diffusion d'un minimum d'éducation parmi tous les enfants du pays en âge d'être scolarisés. Ce plan souhaitable serait réalisable à la condition que la Turquie veuille bien prolonger la durée des études à dix ans minimum, car on estime les huit ans d'études primaires insuffisants. On peut ajouter qu'en Turquie, la démocratisation et la laïcisation de l'enseignement se font difficilement.

Toutefois, en plus de certains problèmes d'ordre éducatif restant à résoudre, notamment la grande tâche d'achever la lutte contre l'analphabétisme et l'inégalité de scolarisation, ainsi que la réalisation complète de la scolarité obligatoire, une planification technique en vue de surmonter tous les problèmes constitue la préoccupation majeure des autorités éducatives (UNESCO 1954). Il semble donc essentiel de s'attacher tout particulièrement à augmenter le taux d'alphabétisation des femmes et à supprimer les disparités d'analphabétisme entre les sexes, entre les régions et entre les villes et campagnes.

L'organisation scolaire turque présente de nombreux aspects progressistes, et certaines mesures réalisées dans le domaine de l'éducation attirent l'attention d'autres pays semblables à la Turquie moderne (surtout à l'époque kémaliste) (UNESCO 1963). La progression du taux d'alphabétisation en Turquie joue un rôle déterminant dans l'évolution des tendances mondiales de l'alphabétisme. E.-A. Fisher a constaté que 'à cette époque aussi, nous l'avons vu, M. Kemal romanisa l'alphabet turc et lança une gigantesque campagne d'alphabétisation. Mais, c'est après la Seconde Guerre mondiale que les campagnes d'alphabétisation prirent de l'ampleur et se multiplièrent de par le monde. Dès lors, les efforts des populations du Tiers-Monde semblent s'être coupé des enseignements que l'on pouvait tirer de l'alphabétisation des minorités dans les pays industrialisés. Cette rupture semble avoir provoqué une cassure de logiques, d'attitudes et de pratiques entre le 'développement' réservé au Tiers-Monde et la 'démocratisation', la 'répartition égalitaire' de 'l'après-développement' réservées aux pays industrialisés' (Fisher 1982).

La Turquie a constamment le souci d'une éducation de base, d'une éducation des adultes et d'une école démocratique de laquelle dépendrait l'instruction des masses campagnardes considérées comme partie intégrante de la grande famille nationale. Tandis que "la co-éducation n'a été réalisée

que rudimentairement dans beaucoup de pays musulmans, en Turquie elle reste en vigueur dans toutes les écoles primaires. Le fait, tout en ayant ses avantages éducatifs, a une importance particulière dans le cas des pays qui se heurtent aux traditions islamiques en ce qui concerne l'émancipation sociale de la femme. La société turque a déjà grandement bénéficié du fruit des progrès dans ce domaine" (Roux 1979).

Note

* Cité par Jean-Michel Djian (Directeur du *Monde de l'éducation*).

Références

- Arayıcı, A. 1984. *L'enseignement en milieu rural dans la Turquie de l'entre-deux-guerres*, Thèse de doctorat de 3e cycle, Université de Paris VIII, pp. 350–352.
- . 1987. *Les Instituts de village en Turquie (1937–1952) – Une expérience unique d'éducation rurale*, pp. 59–83. Paris: Presses Universitaires de Vincennes.
- . 1988. 'Le problème actuel de l'alphabétisation en Turquie', dans la revue *Education des adultes et développement*, n°: 31, pp. 85–87, Bonn.
- . 1996a. 'Le problème actuel de l'alphabétisation en Turquie', Collection actes du deuxième Congrès international d'actualité de la recherche en éducation et formation, organisée par l'AECSE (Association des enseignants et chercheurs en sciences de l'éducation), Nanterre, 1–3 juillet.
- . 1996b. *Kemalist Dönem Türkiye'sinde eğitim* (L'Education en Turquie à l'époque kémaliste), pp. 110–123, Ankara.
- . 1997. 'L'enseignement des langues étrangères dans le système éducatif turc', dans la revue *Tracer* n° 11, pp. 57–66. Paris: Université de Paris XI.
- . 1998. 'Quelques réflexions sur la minorité tzigane en Europe', dans la *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n°: 156, Paris, UNESCO, Juin, pp. 288–289.
- Atatürk, M.-K. 1924. *Atatürk'ün söylev ve demeçleri* (Discours et déclarations d'Atatürk), Ankara, mars.
- Baloğlu, Z. 1981. 'Atatürk et l'enseignement religieux en Turquie', dans la *Turquie et la France à l'époque d'Atatürk*, pp. 215–228, Paris.
- Bazargan, F. 1963. *Etude comparée de la politique éducative et des problèmes scolaires dans six pays d'Orient: Iran, Irak, Pakistan, Liban, Egypte et Turquie*, Thèse de doctorat, Université de Lausanne, pp. 16–18 et 190–191.
- Bélanger, P. 1995. 'Alphabétisation des adultes: un impératif social', dans la revue *EFA 2000 Education Pour tous – Illettrisme dans les pays industriels: un adulte sur cinq?*, Octobre-Décembre, p. 2. Paris: UNESCO.
- Besîkçi, İ. 1975. *Doğu Anadolu'nun Sosyal Düzeni* (L'ordre social de l'Anatolie de l'Est), Ankara, p. 141.
- Child, L. 1954. 'Socialisation', *Handbook of Social Psychology*, p. 655. Reading, Mass.

Conseil de l'Europe. 1998. Situation humanitaire des réfugiés et des personnes déplacées kurdes dans le Sud-Est de la Turquie et le Nord de l'Irak, 3 Juin, pp. 3–4, 13–14, 30–31. Strasbourg: Conseil de l'Europe.

Delors, J. 1996a. Discours de Jacques Delors à la 140ème session du conseil exécutif sur l'éducation et le XXIème siècle. Paris: UNESCO.

———. 1996b. 'Quel genre d'éducation pour le vingt-et-unième siècle', dans la *Revue Internationale de l'Education*, trimestre 1 – numéro double, septembre, Bruxelles, p. 7.

Dírks, S. 1975. *Islam et jeunesse aujourd'hui*, Thèse de doctorat de l'Université de Paris V. Paris, pp. 83–85.

Eğitim-Sen (Eğitim Bilim ve Kültür Emekçileri Sendikası) (Syndicat des Enseignants de Turquie), 1998. *DEK (Demokratik Eğitim Kurultayı)* (Congrès de l'Education Démocratique), 2–6 février, Ankara, pp. 343–344.

Fisher, E.-A. 1982. 'L'analphabétisme dans son contexte', dans la revue *Perspectives*, vol. XII, n° 2, p. 192. Paris: UNESCO.

Fourré, P. 1967. *Problèmes de développement, techniques d'éducation des adultes dans les pays en voie de développement, Etude de cas en Grèce*, p. 16. Paris: OCDE.

Hassanpour, A., Skutnabb-Kangas, T. et Chyet, M. 1996. 'The non-education of kurds: a kurdish perspective', dans la *Revue Internationale de l'Education*, Vol. 42, n° 4, pp. 373–374. Paris: UNESCO.

Institut Pédagogique National. 1970. 'L'enseignement en Turquie', *cahiers de documentation série l'enseignement dans le monde*, p. 12, Paris.

Irmak, S. 1963. 'L'art de la Turquie ancienne et la vie de la cour et du peuple – Les droits universels de l'homme', dans *Le Courrier de l'UNESCO*, Paris.

Koç, Ş. 1966. Le journal *Cumhuriyet* (Républicain) du 31 juillet, Ankara.

Mardin, S. 1977. 'La religion dans la Turquie moderne', dans la *Revue Internationale des Sciences Sociales*, Vol. XXIX, n° 2, p. 312. Paris: UNESCO.

Milli Eğitim Bakanlığı (Ministère de l'Education nationale). 1992. *Çıraklık ve yaygın eğitimde gelişmeler* (Les développements de l'apprentissage et de l'éducation extra-scolaire dans le domaine éducatif), Ankara, pp. 140–145 et 149.

———. 1996. *Milli eğitim ile ilgili bilgiler* (Les statistiques du ministère de l'Education nationale), Ankara, pp. 3–4.

Milli Eğitim Bakanlığı istatistiği (Les statistiques du ministère de l'Education nationale). 1973. *Cumhuriyetin ilk 50 yılında Milli eğitim üzerindeki bilgiler* (Les notes de l'Education nationale dans les cinquante années de la République), İstanbul, p. 16.

Republic of Turkey – Ministry of National Education. 1996. *The Development of Education Turkey*, pp. 16–20. Paris: UNESCO.

Nezan, K. 1988. 'Les Kurdes, un peuple en détresse', dans la revue *Hommes-Migrations*, n° 116, pp. 34–35, Paris.

OCDE. 1965. *Le Projet Régional Méditerranéen 'Turquie'*, pp. 93–95, Paris.

———. 1994. *Etudes économique des Etats-Unis*, Paris.

———. 1995. *Etudes économiques de l'OCDE, 'Turquie'*, pp. 53–58, Paris.

- . 1996. *Etudes économiques de l'OCDE, 'Turquie'*, pp. 74–75, 95–97, Paris.
- Oguzkan, T. 1955. *L'éducation des adultes dans la république turque*, pp. 8–9, 15–17 et 53–54. Paris: UNESCO.
- Özek. 1964. *Türkiye'de gerici akımlar ve nurculugun iç yüzü* (Les mouvements des intégristes en Turquie), Istanbul, p. 46.
- Roche, M. 1975. *Les disparités régionales en matière d'éducation en Turquie*. Thèse de Doctorat de 3ème cycle, Université de Paris VIII, pp. 42–44.
- Roux, J.-P. 1979. *La Turquie*, Librairie Arthaud, Paris, p. 27.
- Thomas, V.-L. and Frye, N.-R. 1951. *The United States and Turkey and Iran*. Cambridge: Harvard University Press.
- Ulusal İstatistik Enstitüsü (Institut national des statistiques), Ankara, 1994. 1997.
- Ulusal Planlama Dairesi (Office national de planification), 1993. Paris.
- UNESCO. 1954. *Education dans le monde I, 'Turquie'*, Paris.
- . 1963. *L'éducation dans le monde III 'Turquie' – L'enseignement du second degré*, Paris, p. 1511.
- . 1980. *Rapport final du séminaire sous-régional de postalphabétisation*, Kita, Mali, 17–26 novembre, p. 8.
- . 1989. *Turkey Functional Adult Education, Phase II – Project Finding and Recommendations*, pp. 3–5, Paris.
- . 1993. Tendances et projections des effectifs scolaires par degré d'enseignement, par âge et par sexe, 1960–2025 – enquêtes et recherches statistiques: travaux en cours, pp. 5–7 et 15–17, Paris.
- . 1995a. *Rapport mondial sur l'éducation*, pp. 19–20 et 95–96, Paris.
- . 1995b. *Annuaire statistique de l'UNESCO*, pp. 1–14, Paris.
- . 1995c. *Compendium des statistiques relatives à l'analphabétisme – rapports et études statistiques*, pp. 33–35, Paris.
- . 1998. *Rapport mondial sur l'éducation – les enseignants et l'enseignement dans un monde en mutation*, pp. 126 et 130, Paris.

L'auteur

Ali Arayıcı est docteur d'Etat ès sciences humaines (spécialité: sciences de l'éducation) et professeur des universités. Il a travaillé de 1987 à 1998 dans les différents domaines de l'éducation à l'Université de Paris VIII, au CNRS, à l'OCDE et à l'UNESCO. Ses recherches portent sur l'éducation comparée, l'alphabétisation et l'éducation de base, la formation des enseignants, l'enseignement interculturel, ainsi que sur l'éducation et la question linguistique appliquées aux minorités. Il est l'auteur ou coauteur de dix ouvrages et de plus de cent cinquante articles et dix rapports sur divers sujets relatifs à l'éducation. Ses ouvrages les plus récents, publiés en langue turque, sont intitulés *Réflexions et suggestions sur les problèmes des travailleurs immigrés et de leurs enfants en Europe*, Istanbul, Doz Yayınları, 1998 et *L'éducation en Turquie à l'époque kémaliste*, Istanbul, Ceylan Yayınları, 1999.

Contact address: Dr Ali Arayıcı, 12 rue de Langeac, 75015 Paris, France.